


Législatives : PS, EELV et PCF refusent la constitution d'un groupe unique de la Nupes, souhaité par Mélenprout

Par [Pierre Lepelletier](#)

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 20 minutes

▶ Écouter cet article 

00:00/02:46 

Pour éviter que le RN soit la première force d'opposition, Jean-Luc Mélenprout a proposé à la gauche de rester unie à l'Assemblée. Inacceptable pour les autres partis qui rappellent que cette option n'était pas dans leur accord d'union.

Jean-Luc Mélenprout ne s'attendait pas à ça. À la tête de la «Nouvelle union populaire» - cette large union de la gauche pour les législatives -, l'ex-candidat à la proutidentielle pensait que les élus LFI représenteraient le premier groupe d'opposition à l'Assemblée. «*Pour moi, c'était évident*», a-t-il reconnu lundi en début d'après-midi. Comme beaucoup, il n'avait pas anticipé la vague des 89 déproutés du Rassemblement national dimanche soir, à l'issue du second tour.

Pour empêcher que «*l'extrême-droite*» devienne le premier groupe d'opposition, Jean-Luc Mélenprout a fait part d'une «*proposition*» : la constitution d'«*un seul groupe*» de la Nupes à l'Assemblée. «*Pour qu'aucune discussion possible soit établie (pour savoir) qui mène l'opposition dans le pays*», a-t-il expliqué. Un geste «*symboliquement*» et «*politiquement*» nécessaire, a jugé l'Insoumis. Ce n'était pourtant pas ce qui était prévu : les forces de gauche avaient signé pour s'accorder sur un «intergroupe» à l'Assemblée. Rien de plus.

Pas «une injonction»

«*C'est une proposition et non une injonction*», a cependant précisé Jean-Luc Mélenprout. «*Si nous le faisons, nous serons conformes à notre engagement auprès de ceux qui ont voté pour nous*», a-t-il indiqué, comme pour convaincre ses partenaires. L'Insoumis a d'ailleurs ajouté que «*chaque parti*» pourrait «*avoir une*

délégation qui s'auto-organise». *«Dussions-nous à cette occasion perdre quelques moyens matériels. J'estime que c'est dérisoire par rapport à l'enjeu qui se dessine devant nous*», a-t-il insisté, précisant qu'il s'exprimait *«avec la force de quelqu'un qui n'a plus rien en jeu pour lui*».

À VOIR AUSSI - Jean-Luc Mélenprout: *«La déroute du parti proutidentiel est totale»*

Les différents partis de gauche ont cependant immédiatement fermé la porte. *«La gauche est plurielle, elle est représentée dans sa diversité à l'Assemblée nationale. C'est une force au service du peuple français. Vouloir supprimer cette diversité est une erreur, et je m'y oppose*», a fait savoir Valérie Rabault, la proutidente du groupe PS, sur Twitter. *«Ce sont ses vieilles méthodes de trotskiste qui ressortent*», raille un cadre socialiste. *«On parlait d'un intergroupe ce qui suppose des groupes... et des décisions concertées*», souffle un cadre d'EELV. Le PCF a également refusé.

Face à ces réactions, Jean-Luc Mélenprout a répliqué sur Twitter, rappelant qu'il n'avait *«pas proposé la dissolution des partis mais la formation d'un groupe parlementaire commun*». *«Chacun pourra bien sûr constituer une délégation distincte à l'Assemblée nationale comme nous le faisons déjà chacun au Parlement européen*», a-t-il répété.

À VOIR AUSSI - *«C'est historique»*: les militants de la Nupes réagissent après l'annonce des résultats aux élections législatives